

toyens âgés qui se sont dévoués pour notre pays durant des années.

C'est pourquoi j'affirme que nous devons envisager l'habitation non seulement en tenant compte de l'inflation qui a atteint l'industrie elle-même, mais également de ses conséquences pour l'ensemble de notre économie et pour le niveau de vie des Canadiens.

On a signalé que nos exportations se chiffrent à 17 milliards de dollars par an, soit un quart de notre produit national brut. Il est certain que les exportations constituent la pierre de touche de notre structure économique. La moindre variation dans ce domaine risque d'affecter le bien-être de nos concitoyens, de même que les revenus et les programmes du gouvernement. Il est donc essentiel de tout mettre en œuvre pour protéger et favoriser nos exportations. Or, que font vraiment, à ce propos, les organismes privés et le gouvernement?

Voyons d'abord ce que fait le gouvernement. A mon avis, les Canadiens devraient comprendre que certaines mesures gouvernementales témoignent d'un très grand courage politique, chose essentielle à notre époque. C'est un peu comme si le médecin vous disait que ça va faire mal. Vous n'êtes pas très content de lui sur le moment, mais vous savez que le traitement vous fera du bien.

Je songe à l'augmentation récente des tarifs postaux, imposée par le ministre des Communications (M. Kierans), et à la taxe sur les billets d'avion prévue dans ce budget. Ces deux mesures montrent que le gouvernement veut donner un caractère commercial aux services publics, c'est-à-dire assurer, lorsque c'est possible, qu'on demande aux gens de payer pour les services qu'on leur rend, au lieu d'en faire retomber le poids sur le public en général.

Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances (M. Benson) a dit que le gouvernement avait l'intention de vivre selon ses moyens pour la première fois en 12 ans. C'est une excellente nouvelle, et pour moi et pour mes commettants. La circonscription que je représente comprend une collectivité qui verse plus par habitant dans les coffres de l'État que toute autre municipalité au Canada. Au fait, je crois bien pouvoir en dire autant de l'ensemble de ma circonscription. Bien entendu, mes commettants s'intéressent à la façon dont le gouvernement dépense cet argent; sous cet aspect, ils ne diffèrent sans doute pas des commettants de n'importe quel autre député. Ainsi, lorsqu'on a publié le rapport de l'auditeur général, les journalistes d'Halton l'ont étudié minutieusement. De fait,

pendant toute une semaine, un journal en a publié des extraits, en les commentant. Certains de ces commentaires n'étaient pas trop flatteurs, et avec raison.

A mon avis, nous devons cesser de considérer comme acceptable qu'on surveille de loin la dépense des deniers publics. Tous les députés qui font partie d'un comité doivent prendre sur eux d'examiner avec soin comment les deniers publics sont dépensés. Sinon, chaque député doit être prêt à affronter un public outré. J'ai l'impression qu'on a déjà fait un pas dans cette voie, à en juger par la façon agressive dont le comité des comptes publics étudie certaines dépenses faites l'an dernier. J'aimerais bien que le gouvernement fédéral fasse preuve de la même efficacité et de la même diligence à dépenser les deniers publics des Canadiens, qu'il met à percevoir les impôts—et je suis heureux de voir le ministre du Revenu national (M. Côté) à la Chambre.

J'aimerais ajouter un mot au sujet de la lutte contre l'inflation, dont le ministre des Finances a dit dans son exposé budgétaire qu'elle avait la priorité dans notre politique économique. Il y a quelques minutes, j'ai signalé que nos exportations constituaient la pierre de touche de notre économie et que nous devons faire tout notre possible pour qu'elles ne soient pas compromises. On a dit à maintes reprises que si la montée en flèche des prix continue, il est possible que dans bien des secteurs nous nous interdisions nous-mêmes l'accès aux marchés d'exportation. Cela entraînerait immédiatement un chômage massif au Canada, et une baisse prononcée de notre activité économique. J'ai dit au début de mes remarques que bien des gens demandent où la montée en flèche de l'inflation nous mène. Au chômage massif, si nous ne parvenons pas à l'enrayer.

• (4.30 p.m.)

Il est essentiel de renverser la tendance des coûts qui montent en flèche. Un bon départ a été, dans le budget, l'application immédiate des réductions tarifaires nées de la négociation Kennedy. Le prochain pas devrait être l'intervention des fabricants canadiens. Beaucoup de compagnies possèdent des services ou des agents de relations extérieures et elles s'inquiètent de l'impression qu'elles créent dans le public. Qu'il me soit permis de leur proposer d'attirer l'attention du public sur leur aptitude à améliorer leur efficacité et leur productivité en vue d'abaisser les prix à la consommation. Si elles agissent selon des intentions honnêtes et sincères, la demande constante et sans cesse renouvelée d'augmen-